

LA LIBRE BELGIQUE

J'ai foi dans nos destinées; un Pays qui se défend s'impose au respect de tous : ce pays ne périra pas! Dieu sera avec nous dans cette cause juste.

ALBERT, ROI DES BELGES (4 août 1914).

Acceptons provisoirement les sacrifices qui nous sont imposés... et attendons patiemment l'heure de la réparation. A. MAX.

FONDÉE

LE 1^{er} FÉVRIER 1915

Envers les personnes qui dominent par la force militaire notre pays, ayons les égards que commande l'intérêt général. Respectons les règlements qu'elles nous imposent aussi longtemps qu'ils ne portent atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes ni à notre *Dignité Patriotique*.

MOR MERCIER.

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE — RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

NE SE SOUMETTANT A AUCUNE CENSURE

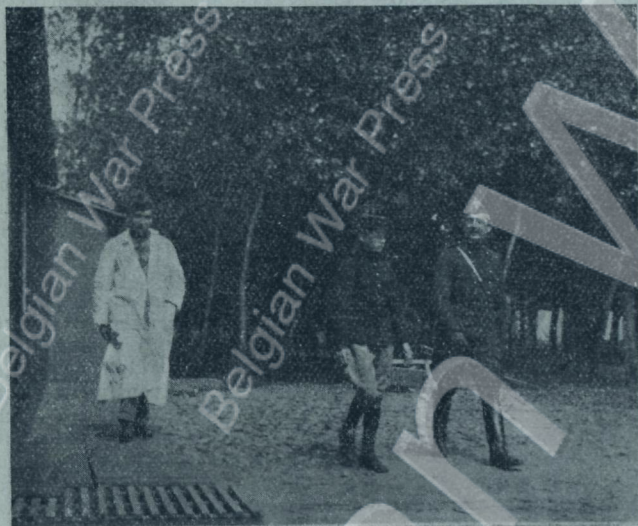
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE

KOMMANDANTUR -- BRUXELLES

BUREAUX ET ADMINISTRATION
ne pouvant être un emplacement
de tout repos, ils sont installés
dans une cave automobile

ANNONCES : Les affaires étant nulles
sous la domination allemande, nous avons
supprimé la page d'annonces et con-
seillons à nos clients de réserver leur
argent pour des temps meilleurs.

HOMMAGE A NOS SOUVERAINS



LE PRINCE LÉOPOLD.



LE ROI ALBERT ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
SORTANT DE L'AMBULANCE BELGE DE...



LA REINE VISITANT DES BLESSÉS BELGES CONVALESCENTS SUR LA
PLAGE DE... LE DOCTEUR ANTEN SE TROUVE A SES CÔTÉS
PORTANT DES BOÎTES DE CIGARETTES; DE PROFIL, LE DOCTEUR
DEPAGE.



LA REINE VISITANT DES BLESSÉS BELGES A L'AMBULANCE DE...
A SA DROITE, UN OFFICIER D'ORDONNANCE ET (DE DOS) LE
DOCTEUR ANTEN; A SA GAUCHE, LE DOCTEUR DEPAGE ET (DE
DOS) LE DOCTEUR MUTSAERT.

MONSTRUEUX.

Les suspects.

Les moyens mis en œuvre pour extorquer les témoignages font frissonner; les procédés que les juges allemands mettent en vigueur pour obtenir les aveux d'un suspect sont plus terribles encore.

Le premier généralement employé est la *mise au secret*. Pour les non-initiés, ce mot ne dit rien ou presque rien; en réalité, appliqué par les Teutons, c'est un des tourments les plus atroces. Représentez-vous une cellule exigüe, quatre murs nus, où une petite baie mesure parcimonieusement l'entrée de la lumière et de l'air; c'est le lieu de l'isolement où n'arrive pas l'écho de la voix humaine; le détenu y est livré à ses seules réflexions déprimantes; pas de travail, nulle occupation, nulle lecture, nulle étude, rien que le silence lourd, le silence de plomb, et dans ce silence la pensée rongeante, obsédante; pas de figure humaine; seul, à heure fixe, le geôlier vient déposer quelque nourriture et de l'eau : inutile de lui parler, il est muet. Et les heures passent lentes, interminables, sans apporter le moindre changement; et les jours passent, et les semaines, et toujours le même horizon des quatre murs et le même silence et la même solitude. Rien ne déprime le cerveau, ne comprime l'âme, n'abat le courage comme cette inaction! Le système nerveux se paralyse avec des soubresauts de violence; la volonté s'insurge puis s'annihile; le malheureux voudrait crier, clamer, seul lui répond l'inférieur et éternel silence! Le secret, même humainement appliqué aux détenus, est tellement démoralisant que dans les pays civilisés la loi défend de le prolonger au delà de trois jours; cela paraît le terme extrême que peut supporter la raison; poussé plus loin, il peut la faire chavirer et amener une véritable folie... Qu'on songe au *secret* allemand raffiné, durant des semaines, parfois un mois : c'est infailliblement la torpeur physique et morale, c'est l'homme réduit à l'état de loquel... Cet être sans volonté, sans résistance est à point : le moment est venu de l'interroger — quel interrogatoire! Il ne connaît plus la valeur de ses réponses. Pour échapper à la prolongation de son supplice, il parle, il dit ce qu'on veut lui faire dire : tant pis, il signe sa condamnation! Par un miracle d'endurance, résiste-t-il? D'autres supplices l'attendent, l'intimidation, la menace, les sévices corporels, les coups de matraque, le revolver braqué sur ses tempes...

Parfois les bourreaux agissent autrement; ils recourent à la privation de la nourriture; ils affament, ils assoiffent; et les douleurs tenaillantes de la faim et de la soif (alors que par un excès de cruauté on montre à l'inculpé des aliments succulents, ou qu'on lui fait parvenir les relents d'une excellente cuisine) sont telles qu'il est humainement presque impossible de résister... on parle! — Parfois encore ce sont d'autres procédés que la plume se refuse à décrire : on laisse croupir l'accusé dans ses déjections, on le fait manger dans des vases innommables — pouah! — on lui donne comme lit une planche rongée de vermine... — Puis, c'est l'emploi des narcotiques, probablement l'opium et le haschich, qui provoquent une somnolence douce, une ivresse particulière avec des extases délicieuses et une loquacité incompressible; et dans cet état de rêve artificiel se font entendre des voix qui susurrent : « Avouez! Dénoncez vos complices... votre cas est grave; si vous reconnaissez votre faute et faites connaître vos complices, on sera indulgent pour vous; sinon, ce sont les travaux forcés, c'est la fusillade! » — Puis, c'est la privation du sommeil, le réveil forcé à toute heure de la nuit et la comparution devant le juge dans un état de somnolence irrésistible qui empêche toute réflexion et abrutit la raison... — Puis c'est pis encore : on m'a cité le cas d'un malheureux qui refusait obstinément d'indiquer les co-auteurs de l'acte pour lequel il était poursuivi; devant son refus, on l'a attaché sur une chaise, pieds et poings liés, le buste renversé, la tête tendue en arrière; on l'a laissé dans cette attitude pendant près de vingt-quatre heures, sans le délier sous aucun prétexte, mais d'heure en heure, un Torquemada allemand — un juge! — le visita : « Dénoncez-vous maintenant?... » Heureusement vint à passer un médecin qui voyant la face cyanosée du pauvre martyr s'écria : « Mais cet homme va mourir! la congestion le menace! »; on le délivra; encore quelques minutes, il n'était plus qu'un cadavre! — Puis ce sont les interrogatoires dans un décor macabre : une pièce obscure, une table sur laquelle se trouvent deux bougies jetant un reflet sépulcral, derrière elle des officiers allemands tenant le revolver en mains... Scène dantesque capable de terroriser le plus courageux, combien plus un homme que la souffrance a déjà physiquement et moralement anéanti!

Ajoutez à cela les tourments moraux : interrogatoires interminables, promesse de clémence et de grâce en cas d'aveu; menace de la condamnation à mort en cas de négation; prétendus aveux de complices, fausses dépositions de témoins, confessions inventées d'une épouse, d'une mère, d'un enfant; menaces d'arrestation d'êtres chers qui seront fusillés ou déportés; otage d'un fils, d'un père... même l'esprit sadique des Orientaux ne suffirait pas pour imaginer les tortures employées par les juges allemands.

Cela donne le frisson... ne vous étonnez pas : ces juges sont

des militaires allemands; rappelez-vous les sévices corporels et autres en vigueur dans les casernes allemandes, où tant de militaires sont frappés de folie ou se suicident... C'est dans leur nature, c'est leur instinct, c'est la *Kultur*!

C'est la justice allemande!

Ego.

Les champions de la lumière!

Jaloux sans doute de la croix de fer qui fait partie intégrante de la manchette des journaux d'Outre-Rhin, dont notre capitale est aujourd'hui littéralement infestée, le directeur d'une feuille qui prétend combattre « Pour la Vérité, le Droit et la Justice » essaie de faire prendre des vessies pour des lanternes et les Allemands pour les champions de la lumière.

En un jargon qui a un relent de « deutsche délicatessen », ce plumeux embauché ou « emboché » — les deux se disent — félicite le gouvernement occupant de ne rien cacher de la marche des événements, de permettre la publication loyale (*sic!*) de tous les bulletins de guerre, tant ennemis qu'amis, et de supposer le public assez grand garçon que pour faire lui-même la part de la vérité (qui se rencontre toujours du côté Allemand) et celle de l'exagération (qui ne se manifeste jamais que du côté de l'Entente). Et pour étayer ses affirmations il apporte le témoignage d'un américain, professeur à l'université Columbia de New-York. Cet américain viendrait de publier un livre — savourez la structure de cette phrase que nous citons textuellement — où il note « qu'il a remarqué, qu'en Allemagne, pendant la guerre, des journaux anglais, français, italiens, etc., y sont en vente dans les rues sans aucune restriction ni passage au caviar ».

Nous sommes de grands bêtards, c'est entendu, et en douterions-nous encore que la dernière appréciation portée sur nous par l'illustre psychologue von Bissing devrait éclairer notre religion, mais pour quelque crédules que l'on nous tienne, nous n'en sommes pas encore arrivés à ajouter foi aux mensonges effrontés que l'autorité allemande appose chaque jour sur nos murs; et aussi enchantés que soient les verres, à travers lesquels l'on veut nous forcer de regarder les choses, nous n'en sommes pas encore à prendre le *Kölnische Zeitung* pour le *Times of London*, ni le *Berliner Tageblatt* pour l'*Écho de Paris*.

Auquel d'entre nous fera-t-on accroire que les communiqués qu'on nous donne à lire sont les communiqués officiels, c'est-à-dire tels qu'ils émanent des divers grands quartiers généraux? Rappelons-nous la bataille de Verdun. Quel mensonge n'a-t-on pas affiché à ce sujet! N'avons-nous d'ailleurs pas tous eu l'occasion de constater avec quel cynisme ces messieurs de la censure tronquent les nouvelles, données par les journaux étrangers? Pas un des extraits, servis dans les feuilles à leur dévotion, qui n'ait pour but de nous détacher de nos alliés, de prôner la supériorité des armées allemandes, d'énervier notre superbe endurance!

Quant à nous faire admettre qu'il existe ne fut-ce qu'un coin de terre foulé par la botte prussienne où il est permis de vendre ou simplement de lire les journaux d'Angleterre ou de France, c'est tout bonnement grotesque. Aussi longtemps que les casques à pointes déambuleront à travers nos rues, nous savons que l'on ne vendra ni ne lira les journaux amis que sous le manteau. Il ne nous est même pas permis de lire un journal vraiment Belge : que l'on interroge sous ce rapport nos compatriotes qui ont eu l'honneur de faire de la prison et l'on sera édifié. Aussi, si c'est un piège que l'on veut nous tendre, il est vraiment trop grossier pour qu'un seul y tombe.

Non, si bon qu'il se proclame, notre gouverneur n'en est pas encore arrivé à nous servir à notre déjeuner un journal ami, parce qu'on y lirait avec quel héroïsme là-bas, à l'Yser, nos petits carabiniers et nos vaillants pioupious défendent ces chères libertés qu'un ennemi, sans honneur, veut nous ravir au mépris d'engagements les plus solennels; parce qu'on y lirait que dans la guerre aérienne les avions et les auto-canon français accomplissent des prouesses qui font « Kapout » de nombreux Zeppelins — l'orgueil de la Germanie! — parce qu'on y lirait que le peuple gronde en Allemagne, que l'on y réclame du pain et la fin de la guerre, que des révoltes ont été réprimées dans le sang; parce qu'on y lirait cette consolante constatation que la France n'a pas encore fait marcher au feu les classes de 1916 et 1917; que l'Italie, pour un homme au front, en possède deux dans les différentes garnisons et un rappelable; que l'Angleterre, à elle seule, dispose de 3.000.000 d'hommes; que la Russie a d'ores et déjà sous les drapeaux une réserve égale à celle des puissances centrales réunies, et qu'elle a derrière elle un nombre d'hommes incalculable; qu'en un mot, les réserves de nos alliés atteignent, d'après les critiques militaires les plus compétents, le double des troupes dont peuvent disposer l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie réunies; parce qu'enfin on y lirait, comme nous l'avons lu nous-mêmes ces jours-ci et à deux reprises différentes, que l'on croit fermement, de l'autre côté du front, que le jour viendra où l'on utilisera les réserves, suivant un plan étudié jusque dans ses moindres détails et ses dernières conséquences, et que ce jour là l'Allemagne criera merci.

Mais peu importe que l'on nous cache aujourd'hui la vérité,

nous en savons assez que pour attendre avec confiance l'heure où sonnera la victoire. Ce jour là les barreaux de notre cage seront brisés, et dans l'exubérance de la joie qui débordera de nos cœurs, respirant à pleins poumons l'air de l'indépendance reconquise, nous oublierons nos souffrances, goûtant enfin le bonheur d'étouffer dans nos bras nos époux, nos fils, nos frères et de porter en triomphe nos héros et nos libérateurs.

BELGA.

Un monument !

De multiples documents — ne citons que le dernier en date, l'irréfutable réponse au Livre Blanc — ont prouvé que les cruautés des Huns n'étaient pas plus barbares que celles des soldats du Kaizer allemand. Ce jugement, que tous les peuples portent déjà et porteront surtout dans l'avenir contre la nation qui se vante d'être désignée pour apporter au monde les bienfaits de la civilisation, semblent sérieusement alarmer la Germanie qui s'emploie aujourd'hui, plus que jamais, à donner le change. L'Allemagne commença par nier les atrocités qu'elle avait donné ordre de commettre, puis elle représenta la Belgique comme un repaire de francs-tireurs. N'atteignant pas son but, voici qu'elle essaie de faire croire que les horreurs dont nous l'accusons ont en réalité été perpétrées par nous ! Ce ne sont pas les Allemands qui ont lâchement assassiné des femmes et des enfants, ce sont les Belges ; ce ne sont pas eux les sauvages et les bandits, c'est nous ! Lisez plutôt :

« A l'avenir, on ne pourra plus dire : A tel endroit il a été commis des ravages tels que les Huns ou les Vandales pourraient en accomplir. Il faudrait plutôt dire : On s'est conduit comme des Belges.

» Les Belges ne méritent plus le nom de peuple civilisé, la guerre a arraché le masque à ce peuple hypocrite et nous voyons désormais clairement quelles hordes sauvages peuplaient le sol belge.

» Il faudrait que l'on réserve à la nation entière les mêmes traitements que ceux dont nous autres Allemands, habitant la Belgique, nous avons eu à souffrir.

» Un peuple capable, en ricanant, de couper les gens en morceaux, de chasser les malades des hôpitaux, de jeter les enfants par les fenêtres et de mener par les rues, en pleine nuit, en les rouant de coups, femmes et jeunes filles ; un peuple qui tire à la dérobée, de toutes les maisons et de tous les taillis sur nos braves soldats ; un peuple qui s'attaque à toutes les propriétés privées et qui s'est rué comme une bande d'assassins dans les maisons allemandes, a perdu le droit d'habiter au sein de l'Europe.

» Nous devons faire un exemple : Non seulement annexer la Belgique et expulser le Roi (ici une grossière injure que par respect pour notre Roi bien-aimé et nos lecteurs, nous nous refusons de reproduire), comme il a été fait de nous, Allemands et Hongrois inoffensifs, chasser le peuple entier du territoire belge.

» De cette façon seulement, l'Europe sera nettoyée d'une horde sauvage, fanatique et hypocrite, dont ce pays n'a été, jusqu'à présent, qu'un lupanar, un repaire d'anarchistes, de joueurs et de femmes sans mœurs.

» Je sais bien que les lecteurs prétendront que je vais trop loin, mais je sais parfaitement ce que j'avance.

» Si nous annexons la Belgique, et que nous y laissons les Belges, nous aurons à l'intérieur de nos frontières un peuple sans civilisation ; rude, superstitieux et foncièrement faux qui, sans cesse, nous inquiéterait ; la Belgique resterait un éternel foyer de mécontentement et une source de révolutions et de complots continuels, et les lois draconiennes ne serviraient à rien, car le Belge paresseux est trop dissimulé et trop hypocrite.

» L'esclavage tel que le pratiquent les Belges au Congo, nous ne pourrions vraiment pas l'introduire, *notre civilisation y répugne (!)* Tolérer plus longtemps la Belgique, petit état rapace, est impossible également, après tout ce dont on s'y est rendu coupable à notre égard ; les Belges interpréteraient cela comme un signe de faiblesse de notre part.

» Il ne reste donc plus d'autre issue que de confier les Belges à leurs frères alliés les Russes, pour qu'ils aillent peupler les steppes de l'Asie et y continuer leur existence de Barbares!!! »

Ce passage est extrait de la brochure rouge allemande intitulée : « *Expulsés de Belgique* » (*Aus Belgien ausgewiesen*, von C. Wal-mann. — Verlage Neumann Stadtbuchdruckerei (Cleiwitz, Berlin.)

Nous nous abstenons de tout autre commentaire, mais vraiment l'on croit rêver devant un tel monument de cynisme. CALAMO.

Un cri d'effroi !

La presse a longuement épilogué sur les notes germano-américaines. Je ne veux y puiser qu'une seule constatation : pour la première fois, le Gouvernement impérial reconnaît officiellement le succès du blocus britannique ; jusqu'ici on en proclamait l'inefficacité. « Nous avons des vivres à suffisance » disait le Chancelier ; aujourd'hui von Jagow parle des « millions de femmes et enfants que le Gouvernement anglais proclame avoir l'intention de faire périr par la famine, pensant que la famine qui leur serait infligée forcerait les armées victorieuses des puissances centrales à une capitulation honteuse. »

A cette guerre de famine qu'elle prétend inhumaine, l'Allemagne

répond par la guerre des sous-marins dont elle avoue enfin le caractère inhumain.

Tout d'abord l'Allemagne est mal venue de dénier à l'Angleterre le droit de l'affamer. Que fait-elle donc de l'opinion des auteurs militaires allemands et de celle du grand Bismarck, qui incarne parfaitement la mentalité prussienne, lesquels admettent que le belligérant peut exercer sur les populations civiles toutes les mesures de pression et de terrorisme capables de forcer l'ennemi à demander la paix ? La guerre économique est certes un de ces moyens et nous pouvons être assurés que si l'Allemagne était en état de l'employer, il y a belle lurette que l'Angleterre aurait connu les affres de la famine. Au reste, ne se rappelle-t-elle pas le siège de Paris en 1870, où elle réduisit la population civile à la plus cruelle des famines, pour amener la capitulation de l'armée française, et si l'arme de la famine est licite contre une population de 1 million 500.000 civils, ne doit-elle pas être permise contre une population de 65 millions ? La question de nombre n'influe pas sur la question de principe.

Mais l'intérêt de la situation ne réside pas dans cette discussion ; il réside dans un fait avoué : *le blocus anglais atteint son but.*

L'économiste allemand H. Delbruck disait jadis : « le danger pour l'Allemagne ne se trouve pas dans le fait que nos armées subissent quelque échec, mais dans la possibilité que la guerre dure longtemps. »

Il avait précisément en vue le côté économique, car il ajoutait que, au point de vue alimentaire, l'Allemagne ne pouvait résister plus de deux ans.

Il voyait juste. L'Allemagne est surtout productive de seigle, d'avoine, de betteraves ; elle ne peut se suffire pour le blé et l'orge. En temps normal elle est obligée d'importer annuellement pour 2 milliards de matières alimentaires, dont 500 millions de blé, 350 millions d'orge, 250 millions de café, 200 millions d'œufs, etc. Elle tire ces produits de l'Amérique et de la Russie. Le blocus anglais lui ferme hermétiquement les portes du Nouveau-Monde ; la Russie lui ferme les siennes. Supposons une année de récoltes mauvaises, et le danger de la disette, de la famine la menace. Or, on sait que 1915 a été pour elle d'un rendement inférieur.

L'Allemagne ne peut plus le cacher : le spectre de la famine se dresse devant elle, comme conséquence du blocus. Et qu'on n'objecte pas que l'esprit d'organisation, que la discipline et l'obéissance du peuple germanique peuvent y remédier. Ce sont là des mots ; en rationnant la population, en la mettant à la portion congrue, on peut reculer l'échéance fatale, on ne peut l'éviter, et l'échéance terrible est là !

Le blocus entraîne une autre suite non moins désastreuse ; pour obtenir les vivres, le peuple doit les payer ! Certes depuis 1870 l'Allemagne s'est acquise une situation financière extraordinaire ; les économistes estiment ses ressources annuelles à environ 45 milliards ; mais il est à noter que ces ressources proviennent presque exclusivement de l'industrie et du commerce — je ne parle pas de l'agriculture ; — en d'autres termes, l'Allemagne a placé ses capitaux dans les affaires mondiales avec un succès incontestable. Mais que ces affaires s'effondrent, que l'industrie se tarisse, que le commerce se paralyse, que le chômage s'étende, c'en est fait des revenus ! Bien plus, le capital s'entame. Et c'est là peut-être la face la plus tragique du blocus. Je ne veux pas conduire le lecteur dans un dédale de chiffres fastidieux ; je me contenterai de dire que, pour alimenter son industrie et donner le bien-être à ses populations, l'Allemagne importe annuellement pour plus de 14 milliards de matières premières ou de produits à moitié fabriqués ; parmi ces produits, citons le coton (pour 600 millions), la laine (pour 500 millions), la soie (pour 200 millions), le cuivre (pour 250 millions), les peaux (pour 200 millions), le caoutchouc (pour 175 millions), etc., etc. Sans l'introduction de ces matières, l'industrie et le commerce s'écroulent, le travail des fabriques cesse, c'est la misère inévitable. Il ne reste que le commerce et l'industrie de l'intérieur pouvant se nourrir des produits intérieurs ou des stocks étrangers accumulés : après 21 mois, ces stocks sont certainement épuisés.

Il en résulte que non seulement il y a *pénurie de vivres*, mais qu'il y a aussi *pénurie d'argent* pour les acheter, et ce d'autant plus que, de par leur rareté, les matières d'alimentation atteignent des prix exorbitants.

Déjà en septembre 1914, un mois après le début de la guerre, le *Vorwärts* (article : *ein monat Krieg*) dépeignait la misère où étaient plongées des millions de personnes... Que doit-ce être aujourd'hui ?

Voilà donc, grâce au blocus, les ressources du pays taries ; de plus, les frais de guerre ont déjà absorbé plus de 40 milliards ! J'ajouterai que le capital national, placé dans les entreprises industrielles, se mange à son tour. En voici un exemple frappant : la marine marchande allemande jauge 3.500.000 tonnes ; ses 2.000 vapeurs, ses 1.500 voiliers sont immobilisés, de même que la majeure partie de ses 1.000 bateaux de pêche. Cette flotte marchande vaut des milliards ; non seulement ce capital ne rapporte rien, mais l'entretien des navires immobilisés absorbe des centaines de millions : c'est le capital qui doit les fournir ! Et cet exemple doit s'appliquer à toutes les industries...

Jugez du désastre financier qui frappe l'Allemagne par le fait du blocus. Et pendant ce temps, son insaisissable ennemi, l'Angleterre, promène librement son pavillon sur tous les océans et continue ses opérations commerciales (1). Vraiment l'Angleterre tient l'Allemagne par la gorge, et ne la lâchera pas avant de l'avoir étouffée. Si l'Allemagne est méthodique et prévoyante, l'Angleterre est toute-puissante et froidement tenace; pas plus que son adversaire, elle n'est sentimentale. Elle a fait l'impossible pour écarter du monde les horreurs de la guerre actuelle, elle y a été acculée par le militarisme teuton; celui-ci était devenu un danger pour les autres nations, qu'elle faisait trembler par le bruit de ses armes, et qu'elle forçait à des armements de défense épuisants. Cela ne pouvait perdurer! Lorsque, à la Chambre des Communes, sir Grey prononçait ces mots fatidiques : « Trois fois dans le courant du XIX^e siècle, en 1864, en 1866, en 1870, la Prusse a obligé par ses agressions les peuples à la guerre; elle recommence au renouveau du XX^e siècle. Nous avons décidé que ce serait la dernière fois!... » Alors l'Angleterre prononçait l'arrêt de mort de la nation de proie...

L'Angleterre tient parole. Elle a la force, cette force devant laquelle seuls les Allemands s'inclinent. Elle a le temps, elle a la volonté. Son blocus réduira l'orgueilleuse Germanie à implorer la paix. Mais ce n'est pas assez : il faut que dans l'avenir, jamais plus l'ogre allemand ne puisse recommencer l'exécution de ses projets de domination mondiale; pour cela, il faut lui enlever ce qui lui a permis de créer sa formidable force militaire, l'argent, l'argent accumulé par un demi-siècle de prédominance industrielle et commerciale. Et déjà dans les pays de l'Entente, se forge l'arme qui, après la guerre militaire, donnera le coup de grâce à sa puissance économique; dans toutes les parties du monde se fondent les ligues qui désormais disputeront à l'Allemagne sa grandeur et sa richesse industrielles.

Von der Goltz avait raison quand il écrivait : « Il est inutile d'insister sur l'immensité de la catastrophe qui nous frapperait le jour où une flotte plus puissante nous fermerait les routes de la mer. Le désastre durerait fort au delà de la période de la guerre. L'Angleterre et l'Amérique s'empareraient de notre clientèle extérieure et il faudrait plusieurs décades pour rétablir notre commerce; peut-être même ne parviendrions-nous jamais plus à réparer nos forces... »

Ce jour est arrivé au moment même où l'auteur de ces lignes tombait sous les coups d'un assassin turc. Le temps est passé où Harden écrivait : « Plus de conversation avec la France avant que nous n'occupions Anvers, Dunkerque, le Havre, Cherbourg, Toulon et Alger; alors, mais alors seulement consentirons-nous peut-être à causer », le temps où la *Kölnische Zeitung* imprimait : « Nous tenons la Belgique tout entière et nous ne la lâcherons plus!... » Aujourd'hui l'Allemagne a soif de la paix, sans prétendre tenir la Belgique, ni les ports français. Aujourd'hui, la débâcle, dont le blocus menace l'Allemagne, est fatale, inéluctable... Il lui faudra un siècle pour panser ses plaies, pour se libérer vis-à-vis des nations qu'elle attaqua lâchement et dont elle se crut la maîtresse, pour refaire son industrie et son commerce. Ce sera la paix du monde assurée, ce sera l'impuissance définitive de la Germanie. Sa note à l'Amérique a retenti dans l'univers comme un cri d'effroi.

EGO.

Une histoire vraie.

MON CHER DIRECTEUR,

Je voudrais vous conter une histoire — vraie. Il y a quinze jours je rencontrais sur le tram un homme très-grave, très-digne, très-imposant, en société d'une dame très-élégante. Il l'appelait : « Ma chère » et lui expliquait à très-haute et très-intelligible voix pourquoi le Roi et le Gouvernement avaient eu tort de refuser aux Allemands le passage par la Belgique. Ceci paraît peu intéressant, mais où l'intérêt se corse, c'est quand hier, sur un tram des boulevards extérieurs, je rencontrais le même monsieur très imposant en compagnie de la même dame, et, en plus cette fois, d'une demoiselle très-distinguée qui appelait la dame : « maman ». Et ce qui m'intrigua, c'est que la même conversation, entendue deux semaines plus tôt, se renouvela, avec la même indignation. — « Oui, ma chère, si notre pauvre pays est ce qu'il est maintenant, c'est bien la faute au Roi et aux ministres! Ah! si Léopold II avait été là et non Albert, si nous avions eu Beernaert à la place de de Brocqueville, la Belgique eût été comme la Hollande, libre, riche, se garant des dévouilles des pays belligérants! Mais hélas! nous avons eu de Brocqueville, un ambitieux sans valeur ni talent, et nous avons eu Albert, trop jeune, inexpérimenté, un idéologue sans esprit politique pratique, et suggestible aux grands mots vides, honneur, fidélité, etc.... Ces deux hommes sont responsables de l'infortune de la Belgique. Au lieu de se contenter en 1914, comme l'aurait fait Léopold et Beernaert, d'une énergique protestation, ce qui nous aurait valu l'amitié de l'Allemagne, ils ont voulu jouer à la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, et la

(1) C'est ce qui lui permet d'établir un impôt de guerre de 12 milliards de francs sans nuire à la prospérité publique, tandis que l'Allemagne est obligée de mettre en circulation du papier-monnaie sans contrevaloir en or.

pauvre grenouille a crevé! Et cela devait être, ma chère! Notre pays ne pouvait résister au colosse Teuton. Jamais nous n'aurions réussi à refouler l'envahisseur.

Et sur ce ton, le monsieur imposant dissertait, dissertait, pendant que la « chère » dame ponctuait ses affirmations éloquentes par de grands gestes et des interruptions énergiques; la jeune demoiselle disait : ah! et oh! Les voyageurs se taisaient les écoutant... un vrai meeting en tram, où l'orateur avait le verbe haut et s'attachait à gagner la sympathie du public... Chose bizarre, il baissait la voix chaque fois que passait le receveur.

Ayant fini son boniment, l'orateur se leva, serra la main de « ma chère » et de la jeune fille, salua gravement le public — « Au revoir, ma chère! » — « Au revoir » fut la réponse, et la demoiselle lâcha un « Atieu! » significatif; la dame donna un léger coup de coude à l'imprudente.

« Atieu! » ce fut un trait de lumière. Je me levai aussi; j'avais déjà constaté que le monsieur imposant avait un « libre parcours »; je descendis avec lui et le suivis... Pour la première fois de ma vie je jouai le rôle d'espion. Il prit rue de la Loi et s'engouffra dans l'ancien hôtel du... ministère des travaux publics, aujourd'hui annexe à la Kommandantur! Le patriote pourfendeur du Roi et du Gouvernement était... un provocateur allemand!

D'autres que moi l'auront sans doute entendu discourir dans les trams, mais sans doute que le voilà éventé, il cherchera une autre besogne dans l'avenir.

On m'a dit que dans les trams, d'autres individus, notamment deux dames, se livrent aux mêmes exercices oratoires, avec la même indignation.

Un quidam du même calibre a été démasqué chez un coiffeur, autre théâtre propice pour de tels talents. Dans le salon où attendaient les... patients, il entreprit aussi une violente diatribe sur le même sujet, quand un des assistants l'apostropha : — « Monsieur, je vous connais; lors des sorties militaires d'il y a trois ans, je vous ai vu à la tête des bandes qui suivaient nos soldats pour les huer et les siffler!... Vous êtes M..., naturalisé allemand! » L'individu blêmit et s'éclipsa...

Voilà, mon cher directeur, mon histoire — vraie. N'est-elle pas suggestive? Il ne suffit pas à la Kommandantur de payer certaine presse censurée pour semer la division et la dépression dans le pays, il a un service d'orateurs à gage. Peine inutile! le public sait que la Patrie a aujourd'hui besoin de l'union de tous les cœurs et de toutes les âmes; quand il entend ces semeurs de division attaquer le Roi et le Gouvernement — et ces attaques se seraient livrées contre n'importe quel gouvernement, libéral, socialiste ou catholique, car tout gouvernement belge aurait pris la même attitude — il sait qu'il a devant lui ou des mauvais patriotes, ou des espions allemands, ou des provocateurs à la solde de von Bissing.

Recevez, mon cher Directeur...

[SPARTACUS.

Tortionnaires!

Maintes fois, la *Libre Belgique* a montré, par des exemples, le culte que les Allemands professent pour les principes les plus essentiels des droits de l'homme.

Le hasard nous a permis de découvrir une nouvelle preuve de leur respect pour la dignité humaine.

La Convention de La Haye, émanation de la conscience des peuples civilisés, défend à une puissance occupante de forcer, soit par menace, soit par promesse, soit par violence, un homme à coopérer à la lutte entreprise contre sa patrie. L'Allemagne a signé cette convention : elle met sa signature à la hauteur de son honneur.

L'exploitation des chemins de fer est militarisée, elle sert presque exclusivement aux besoins militaires de nos ennemis; lui prêter son concours est pour un Belge un acte de trahison, trahison double parce que son travail permet en outre de rendre disponibles pour le service militaire actif des hommes qui iront ainsi tuer nos frères et nos enfants. Cet acte de trahison est exigé des ouvriers belges par les autorités allemandes. Quelques rares malheureux, terrorisés par la menace, d'autres plaçant l'amour de leurs pauvres enfants au-dessus de l'amour de la Patrie, se sont inclinés devant la force brutale; la plupart, plus fiers, ont refusé. Nous ne connaissons pas le nom de tous ces braves gens; nous avons eu la bonne fortune d'en découvrir quelques-uns, et nous tenons note de leurs noms. Ce sont des ouvriers machinistes et signaleurs. Sommés de travailler pour l'ennemi, ils ont catégoriquement refusé.

Voici les mesures vraiment barbares et bien dignes des Allemands, que ceux-ci ont prises contre ces braves :

1^o Défense à tout employeur de prendre ces ouvriers à leur service;

2^o Défense à la *charité privée* et à la bienfaisance publique de venir au secours de ces ouvriers, de leurs femmes, de leurs enfants;

3^o Défense au Comité d'alimentation communal de leur fournir la ration quotidienne nécessaire à la sustentation de leurs familles;

4^o Défense de leur accorder une partie quelconque de leur salaire d'ouvriers des chemins de fer.

N'insistons pas.